

SOMMAIRE

L'événement - 1

Des attentats en questions

par Serge Plenier

L'événement - 2

Recommencer « Je suis Charlie » ?

par Jean-Gabriel Delacour

Politiques

Front républicain : Fusion ou confusion ?

par Alice Tulle

Monde - 1

Soie d'araignée

par Yves Lamarck

Monde- 2

Union sacrée !

par Dominique Decherf

Environnement

Le biomimétisme au secours du climat

par Fabrice de Chanceuil

Société

Deuil et sang-froid

par Frédéric Aimard

Le Monde comme il va

Le nuage noir du terrorisme est toujours là

par Denis Lensel

RELIGION

Un Dieu de miséricorde et de paix

par Gérard Leclerc

Agence de Communication Interrégionale de Presse

Fondateur : Jacques Jira+ - Gérant : Frédéric Aimard - Directeur de la publication: Philippe

Buron-Pilâtre - Rédacteur en chef : Serge Plenier

Comité de rédaction: Jean Etèvenaux, Stanislas Boutmy, Adrien M. Grandmesnil, Vincent Hervouët, Gérard Leclerc, Catherine Pauchet, Adrien Boros, Jacques Duconseil, Erwan Violin,

Marie-Christine Renaud-d'André, Alice Tulle, Fabrice de Chanceuil, Yves La Marck

Impression par nos soins - ISSN : 0789-2757

Rédaction - Tél: 06 86 44 78 16 - e-mail: acip.presse@gmail.com

Administration - Tél. : 06 77 90 36 20 - 01 46 30 37 38

SPFC-ACIP

S.A.. au capital de 984 928 euros. - 41838214900015 R.C.S. Nanterre - APE 5814Z

Siège : 60, rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

Clefs

Des livres pour découvrir l'étranger
par Jean Étèveaux

Humeur

Vive le foot !
par Erwan Violin

Livres

par Catherine Pauchet

Cinéma

par Marie-Christine Renaud d'André et Marie-Ève Bourgois

Le chiffre de la semaine

D'un jour à l'autre

L'événement-1

par Serge Plenier

Des attentats en questions

Bien sûr il y a l'émotion, la colère et l'indispensable unité nationale. Bien sûr, le gouvernement a pris les mesures qui semblaient s'imposer, avec notamment la vieille arme de l'état d'urgence qui produit ses premiers fruits. Mais les attentats du 13 novembre, même s'ils sont en cours d'élucidation, posent encore d'inquiétantes questions auxquelles ni l'action policière, ni les réactions citoyennes ne peuvent répondre.

La première de ces questions est brutale : comment tout ceci n'a pu être évité ? Comment la DCRI, dont c'est pourtant l'une des missions principales, n'a pu prévenir une opération d'envergure bénéficiant d'une sérieuse coordination et d'importants moyens. Arrêter les complices après les attentats est une bonne chose mais n'y avait-il vraiment aucun moyen légal de les neutraliser avant les faits ? On connaît la triste réalité du manque de moyens des services de renseignement, mais cela n'explique pas tout.

Comme l'a expliqué Marc Trévidic, magistrat ayant consacré une dizaine d'années à la lutte contre le terrorisme, " On commence à traiter les causes maintenant, parce que cela a explosé. Mais pendant dix ans, on n'a rien fait. On ne faisait rien en maison d'arrêt, on ne faisait rien dehors, ou pour empêcher les sites internet d'arriver dans tous les foyers, pour qu'un gamin de 12 ans puisse regarder des vidéos djihadistes". A ce point de vue, l'annonce par François Hollande, devant le Congrès d'une révision constitutionnelle visant à renforcer les moyens de lutte contre le terrorisme, est sans doute bienvenue mais elle intervient bien tard.

D'autres questions tout aussi gênantes apparaissent, à commencer par l'inaction de l'Union européenne. Barack

Obama a été le premier à réagir aux attentats du 13 novembre, mais la réaction de Jean-Claude Juncker a été bien peu audible, pour ne rien dire de la faiblesse de l'action de l'Union européenne. L'article 42.7 du traité sur l'Union européenne, évoqué par le chef de l'Etat à Versailles, semble quelque peu oublié.

Enfin, on oublie un peu trop facilement que le terrorisme djihadiste est aussi le fruit pourri des politiques occidentales, à commencer par la désastreuse guerre en Irak de George W. Bush, sans oublier les compromissions de nombre de gouvernements avec des Etats dont on sait pertinemment qu'ils financent Daesh. Suffira-t-il d'une résolution de l'ONU pour mettre fin aux ambiguïtés et aux complaisances inavouables ?

La réponse à toutes ces questions ne peut venir que d'une volonté politique et c'est ainsi que François Hollande l'a visiblement compris. Il faut simplement souhaiter que cette volonté survive à une émotion toujours fragile.

L'événement-2

par Jean-Gabriel Delacour

Recommencer « Je suis Charlie » ?

Afin de faciliter la minute de silence pour les victimes des attentats de Paris, la ministre de l'Éducation nationale a conseillé un « échange » avec les enseignants, « eux-mêmes sensibilisés et accompagnés sur ces sujets », afin que soit donnée aux élèves l'occasion « de s'exprimer, d'être écoutés par leurs enseignants et d'échanger avec eux sur ces événements particulièrement violents et horribles. » À cette fin, « des cellules psychologiques [étaient] déployées dans les écoles, collèges, lycées et établissements d'enseignement supérieur, en Ile-de-France » et éventuellement ailleurs. En clair, seule la compassion a été prévue, pour à nouveau jouer à « Je suis Charlie », alors que chacun partage la même analyse et sait qu'il ne s'agit que d'un début.

Tandis que François Hollande essaie de réunir autour de lui sinon la nation tout au moins les députés et les sénateurs rassemblés en Congrès à Versailles, il importe de réfléchir et d'envisager des actions concrètes et efficaces. Certaines resteront peu connues, comme les opérations des services secrets, mais elles doivent être menées rapidement — sans confusion avec les enquêtes de la justice pour retrouver les coupables et leurs soutiens. À ce sujet, ne faudrait-il pas procéder à l'arrestation des islamistes fichés S — « atteinte à la sûreté de l'État » —, à l'expulsion des imams et fidèles étrangers radicaux ainsi qu'à la fermeture de leurs lieux de culte ?

Il va également falloir prendre en compte de nouveaux éléments. Lorsqu'on sait que 63 % des Russes approuvent les frappes françaises en Syrie — et que 72 % comprennent que leur gouvernement accomplisse la même chose —, cela pourrait amener à établir des priorités et à soutenir les actions allant dans le même sens que les nôtres. On s'étonne moins que le président syrien Bachar el-Assad ait déclaré le 14 novembre

devant une délégation dirigée par le député Thierry Mariani : « *La France a connu ce que nous vivons en Syrie depuis cinq ans* », rappelant avoir « *averti* » il y a trois ans à propos de ce qui allait se dérouler en Europe.

Par ailleurs, pourquoi ignorer la religion qui, comme le pape François le redira lors du jubilé de l'année de la miséricorde qu'il va ouvrir, reste fondamentalement celle du « *Aimez-vous les uns les autres* » ? Loin des vieux mythes relatant meurtres, combats et oppositions, aussi bien dans la mythologie gréco-latine que dans les sagas scandinaves, une rupture décisive a été apportée d'abord avec le judaïsme lorsque Yahvé a arrêté le bras d'Abraham s'appêtant à sacrifier Isaac puis avec le christianisme lorsque Jésus s'est offert lui-même, mourant pour tous les hommes — renversement d'optique développé par le philosophe René Girard qui vient de mourir. En tout cas, cet amour du prochain mérite certainement plus l'attention que les défilés des Stormtroopers de *Star Wars* copiant les Sturmtruppen allemandes, tout comme le noir des SS ou de Daesh qui, justement, a revendiqué les attentats contre la ville « *qui porte la bannière de la croix* ».

Politiques

par Alice Tulle

Front républicain : Fusion ou confusion ?

La poignée de mains échangée le 11 novembre entre Nicolas Sarkozy et François Hollande prend toute sa signification symbolique après les attentats de Paris, mais les stratégies électorales ne s'en trouvent pas pour autant bouleversées.

En acceptant pour la première fois l'invitation du président de la République, Nicolas Sarkozy a voulu manifester un souci de l'unité nationale qui est partagé par François Hollande. C'est ce même souci qui a été réaffirmé après les attentats du 13 novembre, lorsque Nicolas Sarkozy a approuvé la proclamation de l'état d'urgence.

Le deuil de la nation et l'impératif d'unité n'empêchent pas la vie politique de suivre son cours — ce qui est positif car une longue interruption des activités ordinaires serait une victoire pour les terroristes. La campagne électorale a donc repris selon une perspective inchangée : une victoire possible du Front national dans deux régions — Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur — et un grand embarras chez les socialistes. Cet embarras se manifeste par une suite de déclarations contradictoires sur la question du « front républicain » : faut-il ou non que le Parti socialiste s'allie avec ses adversaires de la droite classique pour faire obstacle à Marine Le Pen au nord et à Marion Maréchal-Le Pen au sud ? Lors des élections départementales de 2014, les socialistes avaient appelé à voter pour le candidat de droite ou de gauche le mieux placé pour battre le Front national. Mais en septembre 2015, le Premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, avait affirmé qu'au soir du premier tour le total des voix de gauche serait supérieur au total des voix de la droite classique et que « la responsabilité de la gauche ne sera pas de se retirer

mais d'être capable de s'unifier ». Tel n'était pas l'avis d'Anne Hidalgo, maire de Paris qui disait préférer « aucun socialiste dans un exécutif plutôt que le Front national à la tête de ces exécutifs. » Cette détermination n'ébranla pas Jean-Christophe Cambadélis qui avança que les « déclarations extrémistes » sur les réfugiés de Christian Estrosi, tête de la liste de droite dans le sud, et de Xavier Bertrand, son alter ego au nord, « empêchent désormais le front républicain ». Le tournant stratégique des socialistes semblait donc acquis.

C'était compter sans Manuel Valls. « Il est hors de question de laisser le Front national gagner une région. Tout devra être fait pour l'empêcher. Je vous donne rendez-vous le soir du premier tour » a déclaré le Premier ministre comme s'il dirigeait lui-même le Parti socialiste. Si « tout doit être fait », la gauche devra envisager un désistement de ses listes, voire une fusion avec les listes de droite. Cette idée de fusion a été immédiatement rejetée par les dirigeants de la droite, au motif qu'une telle proposition renforcerait l'idée d'une alliance tacite entre la droite et la gauche et augmenterait les voix du Front national. Les têtes de liste socialistes, au nord et au sud, ont exprimé publiquement leur désaccord avec le Premier ministre, qui a également provoqué le mécontentement des écologistes.

A quelques semaines du premier tour, le 6 décembre, les dirigeants socialistes sont dans une confusion qui résulte moins d'un débat de fond que d'une différence dans l'attitude : Manuel Valls a déjà intégré la défaite du Parti socialiste dans la préparation de l'élection présidentielle alors que Jean-Christophe Cambadélis doit faire semblant de croire que la partie régionale est encore jouable pour que son parti reste mobilisé.

Monde - 1

par Yves Lamarck

Soie d'araignée

Bien que de plus en plus indépendantistes, les Taïwanais sont pris dans la toile que tisse inlassablement l'araignée pékinoise en mer de Chine du Sud.

Qualifiée d'historique, la rencontre le 7 novembre à Singapour des présidents des deux États était effectivement la première de ce genre depuis 1949 : l'entrée des communistes à Pékin et l'installation des nationalistes dans ce qui s'appelait alors l'île de Formose, juste libérée de cinquante ans d'occupation japonaise. Xi Jinping et Ma Ying-jeou sont les successeurs en droite ligne de Mao Tse-toung et Tchang Kaï-chek, au titre des mêmes partis qu'eux : le Parti communiste chinois et le Kuomintang, toujours au pouvoir respectivement dans les deux pays. Issus de la même Chine, les deux parties sont d'accord sur un point capital : il n'y a qu'une seule Chine, avec des « interprétations différentes », ce qui est le texte du consensus dit de 1992 qui demeure le socle de leurs relations mutuelles.

Une partie de plus en plus notable des Taïwanais aujourd'hui (plus des deux tiers selon des sondages récents) disent ne pas

se sentir Chinois. Un véritable sentiment national s'est forgé au long des années. Le vieux Parti nationaliste chinois, parti unique jusqu'aux élections de 1996, les premières organisées dans l'île depuis 1950, a déjà perdu la présidence de la République entre 2000 et 2008. L'ayant reconquise depuis 2008 avec l'actuel président, il devrait la perdre à nouveau aux élections du 16 janvier prochain, ainsi que pour la première fois les législatives. L'inquiétude de Pékin à l'égard de ces changements avait en 1996 pris un tour militaire forçant le président Clinton à intervenir. La présidence de l'opposition entre 2000 et 2008 avait été scabreuse mais neutralisée par le fait que le Kuomintang conservait le pouvoir législatif (le président de l'époque est d'ailleurs toujours emprisonné). En 2016 ce ne sera plus le cas. Le message délivré par la rencontre du Shangri-La à Singapour n'était donc pas destiné au président sortant, mais bien au président qui sera issu des élections de janvier, en l'occurrence une présidente, Mme Tsai Ing-wen, candidate du Parti démocrate progressiste, qui distance de loin le candidat du Kuomintang, Eric Chu, lui-même concurrencé par un dissident, James Soong. Celle-ci s'était déjà engagée à respecter le consensus de 1992, même s'il reste à voir comment elle va combiner cela avec ses promesses électorales d'une plus grande indépendance.

Infatigable voyageur, labourant particulièrement le Sud-Est asiatique — il avait effectué une visite au Vietnam, vieil ennemi, avant de se rendre à Singapour — Xi Jinping tisse sa toile fil à fil. Sa fameuse « route de la soie » prend de plus en plus la forme d'une toile d'araignée. Les vingt-trois millions de Taïwanais ont la taille d'un moucheron au vu du milliard et quelque d'habitants de la Chine continentale. Qu'ils soient ou non agrégés juridiquement à la mère patrie ne revêt plus aujourd'hui le caractère aussi symbolique qu'il était dans les années de la Chine rouge. Après soixante-dix ans, les ressentiments liés à la guerre civile se sont estompés. L'anniversaire de la victoire de 1945 est depuis ce 3 septembre préféré à celui d'octobre 1949. Si Taïwan ne présente plus le même défi pour Pékin, c'est qu'il est subordonné à un autre objectif que s'est fixé le pouvoir chinois depuis quelques années : le libre accès aux océans Indien et Pacifique grâce au contrôle intégral de la mer de Chine du Sud. Or celui-ci, Taïwan ne peut le renier. Les cartes qui justifient les revendications chinoises ont été établies du temps de Tchang Kai-chek avant qu'il ne se réfugie à Taïwan. Plusieurs des îles, îlots, atolls et rochers disputés le sont autant au titre de Taïwan que de Pékin. L'opposition taïwanaise une fois au pouvoir pourrait-elle les abandonner ? Bien sûr que non. Et donc elle sera obligée de jouer le jeu, d'évoluer à l'intérieur de la toile qui recouvre toute la région et ne cesse de se densifier et de filer de plus en plus de fils...de soie, naturellement.

Monde - 2

par Dominique Decherf

Union sacrée !

Les attentats de Paris ont fait prendre conscience que la guerre contre le groupe terroriste État islamique n'était pas suffisamment coordonnée et organisée entre les plans intérieur et extérieur, les aspects sécuritaire, militaire et diplomatique.

Les six attaques du vendredi 13 au Stade de France, au Bataclan et contre divers restaurants ont directement influé sur l'agenda et le déroulement des rendez-vous diplomatiques qui étaient prévus au cours des jours suivants : la conférence de Vienne sur la Syrie les 14 et 15 et le sommet annuel du G 20 — les vingt plus grandes économies du monde — à Antalya (Turquie) les 16 et 17 novembre.

La France n'est pourtant pas le seul pays qui a été la victime d'agressions revendiquées par l'État islamique : la Turquie à Ankara, la Russie vraisemblablement avec l'avion en provenance de Charm el-Cheikh, l'Iran directement pas encore (que l'on sache) mais à travers les communautés chiites Hazara d'Afghanistan ou Hezbollah du Liban, l'Arabie saoudite, l'Égypte ont, à un titre ou à un autre, été frappés, sans parler bien sûr de la Syrie et de l'Irak ou de ce qui se passe au Yémen.

Les dimensions de cette guerre l'assimilent à une guerre mondiale, une « *troisième guerre mondiale par morceaux* » selon le mot du Saint-Père. La France, comme les autres intervenants extérieurs à la crise du Moyen-Orient, y compris les États-Unis, s'est longtemps vu reprocher, par les chroniqueurs les plus en vue des grands journaux anglo-saxons, son isolement, ses contradictions, ses vellétés... voire ses compromissions, mais là les critiques sont plutôt venues de l'intérieur, voire des amis de Bachar el-Assad si ce n'est du dictateur syrien lui-même.

On nous a reproché d'abord de ne pas savoir « *prioriser* » : entre deux maux choisir le moindre, en l'occurrence donner la priorité à la lutte contre EI par rapport au souhait de voir le départ d'Assad. La France n'irait d'ailleurs pas au bout de ses choix : des frappes aériennes lointaines sans relais au sol. Notre gouvernement ne serait pas cohérent : on fait des misères à Téhéran au cours des négociations sur le nucléaire alors que le soutien de l'Iran serait essentiel pour ramener la paix en Syrie et faire contrepoids aux intrigues des apprentis sorciers sunnites de la péninsule arabique qui y auraient laissé la situation dégénérer. Les Français seraient même (*dixit* Assad à la télévision iranienne) complices : on soutiendrait aveuglément les Saoudiens et les Qataris alors qu'ils seraient les premiers concepteurs et financiers de l'État islamique.

Toutes ces ambiguïtés, plus ou moins lourdes et avérées, seront-elles levées demain au vu des risques encourus sur le territoire national ?

Paradoxalement, la visite officielle que devait effectuer à Paris le 17 novembre le président iranien Rohani — ainsi qu'à Rome où il devait rencontrer le Pape — s'inscrivait dans cette direction. Les Iraniens ont ainsi été les premiers à condamner les attentats et à remettre le déplacement prévu.

A tel point que l'on pourrait même se demander si l'un des objectifs des commanditaires des commandos de Paris n'aurait pas été de gêner le rapprochement attendu entre l'Iran et la communauté internationale, la France — « *le petit Satan* » — étant le dernier pays derrière les États-Unis — « *le grand*

Satan » -, sans compter bien sûr Israël qui ait conservé autant de réticences à l'encontre de Téhéran, la France droite dans ses bottes dans sa politique arabe, c'est-à-dire ici sunnite, voire wahhabite...

La conférence de Vienne était le premier test de l'après-Paris. L'Iran qui voulait bouder, après l'échec des premières discussions en octobre et un affrontement stérile avec l'Arabie saoudite, a décidé finalement d'y participer au niveau de son ministre des Affaires étrangères comme les autres pays. Le climat avait changé. Les résolutions qui ont été adoptées à Vienne sont encore plutôt fantaisistes à ce stade : une rencontre entre le gouvernement de Damas et l'opposition syrienne après le 1^{er} janvier sous l'égide de l'ONU ; un régime transitoire après six mois et des élections dans dix-huit mois. L'important est l'accord entre Washington et Moscou pour porter ensemble le dossier assorti d'un cessez-le-feu devant le Conseil de Sécurité mettant ainsi fin à sa paralysie.

Washington et Moscou, Ryad et Téhéran, et qui sait ? Ankara et Bruxelles (*via* Berlin) faisant de nouveau jeu commun dans la recherche d'une résolution des conflits en Syrie, le champ serait ainsi ouvert à la constitution d'une Union sacrée ou d'une Sainte Alliance contre les forces de l'État islamique sur le terrain mais aussi ses ramifications djihadistes internationales.

Environnement

par Fabrice de Chanceuil

Le biomimétisme au secours du climat

Le vivant a fait la preuve, en 3,8 milliards d'années, de son efficacité et de son adaptabilité. L'homme a toujours cherché à imiter ses formes, ses matériaux ou ses procédés. Aujourd'hui, grâce au développement des sciences et au moment de s'engager dans les transitions écologiques et énergétiques, cette ambition se transforme. La précision de nos outils d'observation, l'ouverture de nouveaux champs d'exploration, nous amènent à réaliser dans la nature des découvertes inattendues, à la fois efficaces et durables. Le biomimétisme est le mot qui résume le mieux cette démarche nouvelle, qui propose de s'inspirer de la nature pour innover de façon durable. Dès lors, à l'approche de la 21^{ème} Conférence des parties (CdP 21 ou COP 21) de la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique, la question se pose de savoir si le biomimétisme pourrait apporter une solution au réchauffement de la planète.

C'est ce que propose le Comité français de l'Union internationale pour la Conservation de la nature (UICN) qui appelle à promouvoir le rôle des écosystèmes dans la lutte contre les changements climatiques et à investir de façon spécifique et ambitieuse dans des solutions fondées sur la nature. Des milieux naturels préservés jouent effectivement un rôle fondamental dans l'atténuation, en stockant et captant le carbone, et dans l'adaptation aux effets des changements climatiques, en limitant les risques naturels.

D'une part, les changements climatiques sont l'une des principales menaces pesant sur les milieux naturels et les espèces de notre planète : perturbations des cycles biologiques, acidification des océans, blanchissement des récifs coralliens, ... D'ici 2050, 25% des espèces pourraient disparaître à cause du dérèglement climatique. Ils accroissent aussi l'intensité et la fréquence des risques naturels, comme les inondations, l'érosion des côtes ou les sécheresses. D'autre part, parmi le panel des solutions proposées (économies d'énergie, développement des énergies renouvelables, ...), celles offertes par la nature, c'est-à-dire celles qui s'appuient sur les écosystèmes, sont souvent méconnues ou sous-estimées.

Or, les écosystèmes terrestres et marins jouent un rôle fondamental dans l'atténuation des changements climatiques en stockant et captant le carbone. Ce sont aujourd'hui les plus grands réservoirs naturels de carbone et, grâce à la photosynthèse, ils absorbent environ la moitié des émissions de CO₂ générées par les activités humaines chaque année. Cependant, ce rôle est aujourd'hui compromis par la dégradation des milieux naturels. De plus, la déforestation et l'artificialisation des sols sont à l'origine d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre. Les écosystèmes jouent également un rôle fondamental dans l'adaptation aux effets des changements climatiques en réduisant les impacts des risques naturels (inondations, érosion, sécheresse, ...).

Les solutions fondées sur la nature permettent ainsi trois types d'actions, qui peuvent être combinées dans les territoires : la préservation d'écosystèmes intacts et en bon état écologique, l'amélioration de la gestion durable d'écosystèmes utilisés par les activités humaines et la restauration d'écosystèmes dégradés ou la création d'écosystèmes.

De nombreux projets sont déjà réalisés dans les territoires, en métropole et en outre-mer, pour mettre en place des solutions fondées sur la nature : protection de forêts en libre évolution dans la région Rhône-Alpes, création de grandes aires marines protégées en Polynésie française, restauration de milieux humides urbains en Seine-Saint-Denis pour gérer les inondations, préservation des dunes sur le littoral aquitain, gestion intégrée de la zone côtière en Nouvelle-Calédonie et sur le littoral métropolitain, création d'îlots de fraîcheur à Orléans, développement de mosaïques paysagères gérées par le pâturage dans le Parc naturel régional des Alpilles.

On voit donc que les solutions fondées sur la nature représentent des opportunités importantes pour répondre aux enjeux des changements climatiques, tout en apportant des bénéfices pour la biodiversité et le bien-être humain. Elles représentent aussi une alternative économiquement viable et durable, souvent moins coûteuse à long terme que des investissements technologiques ou la construction et l'entretien d'infrastructures.

Il est par conséquent crucial d'investir aujourd'hui de façon spécifique et ambitieuse dans les solutions fondées sur la nature qui doivent, dès lors, constituer un élément clef de l'accord de 2015 et de « l'agenda des solutions » à mettre en œuvre dès la COP 21 par l'ensemble des acteurs.

Pour le climat aussi, « Nature est un doux guide » (Michel de Montaigne).

Deuil et sang-froid

Il aura fallu un attentat visant de manière indiscriminée des Parisiens pour que le président de la République lance enfin les mesures d'urgence et de plus long terme qui s'imposaient.

Plus nous avons d'amis ou de parents loin de Paris, plus nous avons reçu de coups de téléphone inquiets. Sur Internet c'est encore plus énorme. Il faut croire que la France n'est pas un si grand pays, puisque nous connaissons presque tous, au minimum quelqu'un qui connaît une victime des attentats du 13 novembre. D'où un sentiment général de tristesse et de solidarité qui n'est pas feint. Est-ce une raison pour enfreindre les consignes policières qui demandaient de ne pas se rendre sur les lieux de l'attentat, le soir même, fût-ce pour y déposer une petite bougie ou des fleurs ? Quitte à ce que des mouvements de panique se déclenchent pour une ampoule de réverbère qui claque !

Soyons plus calmes, plus « professionnels » dans notre exercice de la citoyenneté et tout ira sans doute mieux. Globalement, le personnel politique, avant et après le Congrès à Versailles du 16 novembre, montre l'exemple — pour l'instant... D'une certaine manière, le coup de semonce des attentats contre Charlie Hebdo, le 7 janvier, semble avoir enfin servi. En frappant presque au même endroit dix mois plus tard, les barbares islamiques nous font prendre conscience que tout ce qui a pu suggérer que, par leurs blasphèmes à l'égard de Mahomet, les caricaturistes étaient coresponsables de leur sort, est cruellement relativisé par la mort des victimes plus récentes. Le fait de prendre un train Thalys, d'aller voir un match de foot, de manger en terrasse d'un café ou de se rendre à un spectacle, ne peut susciter aucun jugement de valeur. Trêve de polémiques diviseuses, c'est notre droit de vivre, tout simplement, en tant que peuple et en tant que personnes, qui est refusé par les terroristes suicidaires de Daech. La proclamation de l'état d'urgence est parfaitement justifiée.

Le président Hollande a fait, le 16 novembre, après une visite très opportune à la Sorbonne comme symbole des valeurs de la culture, son discours devant le Congrès réuni à Versailles. Quarante minutes pour détailler des propositions tirées en partie du rapport de la commission Balladur de 2007 pour réformer nos institutions. Donner à la justice et à la police les moyens de contrôler et sanctionner les terroristes, surtout quand ils jouent de leur binationalité, créer des emplois de policiers, de gendarmes, de gardiens de prisons... qui pourrait le refuser. Que cela passe par des modifications de la Constitution pour compléter les articles prévoyant l'état d'urgence ou d'insurrection, n'est pas très contestable. Que cela passe par l'abandon de toute rigueur budgétaire, ce serait le gros point faible des propositions du Président, sauf à ce que l'occasion soit également saisie pour enfin réformer l'économie et l'administration du pays... On pourrait alors parler de révolution. C'est un peu ce que la France a proposé à ses différents alliés et partenaires lors des sommets internationaux qui se multiplient

actuellement. Si par exemple la COP21, qui s'annonçait calamiteuse, pouvait faciliter un front uni qui irait de Barack Obama à Vladimir Poutine, en passant par l'Iran et les pays arabes, c'est là que des pages d'Histoire du monde étonnantes, voire enthousiasmantes, s'écriraient.

Trop beau pour être vrai tout cela ? Sans doute devons-nous vite déchanter. Mais tout de même, en ces temps de deuil, un peu de sang-froid, de courage et de dignité et même de foi en l'avenir, cela fait du bien.

Le monde comme il va

par Denis Lensele

Le nuage noir du terrorisme est toujours là

Après l'affreuse série des attentats groupés de la nuit du 13 au 14 à Paris et à Saint-Denis, la France doit malheureusement s'attendre à d'autres mauvais coups de la part de l'organisation « Etat islamique » : c'est ce qu'ont déclaré des voix compétentes et autorisées, celles en particulier d'hommes, magistrats, militaires ou policiers, qui avaient tenté de mettre en garde une opinion et une classe politique exagérément insouciantes. Aujourd'hui moins que jamais, ce n'est le moment de chanter « Tout va très bien, Madame la Marquise », pour reprendre le fameux refrain – ironique – lancé par Paul Misraki dès 1935 devant la montée du nazisme en Europe... Quand on apprend, par exemple, qu'aujourd'hui seulement la moitié des individus qui sont allés en Syrie dans des buts liés au terrorisme sont aux mains de la justice, et que les autres circulent librement en France, on comprend que des efforts substantiels sont nécessaires pour parer à la menace qui pèse sur la sécurité des citoyens. Depuis ce week-end, les responsables politiques prononcent plus facilement le mot « guerre ». Même si elle est douloureuse, cette prise de conscience est nécessaire. Question de vie ou de mort.

Religion

par Gérard Leclerc

Un Dieu de miséricorde et de paix

Dimanche, à l'angélus sur la place Saint-Pierre, le pape François ne pouvait dissimuler son émotion, en évoquant la tragédie qui s'était produite à Paris, le vendredi précédent : « *Je veux réaffirmer avec force que la voie de la violence et de la haine ne résout pas les problèmes de l'humanité, et utiliser le nom de Dieu pour justifier ce chemin est un blasphème.* » Comment ne pas retenir cette expression de blasphème qui caractérise aujourd'hui l'attitude d'assassins prétendant se réclamer de Dieu

pour perpétrer leurs crimes ? La revendication des attentats parisiens par Daesh confirme de la façon la plus formelle cette captation de l'autorité divine pour justifier l'injustifiable : [sic] « *Dans une attaque bénie dont Allah a facilité les causes, un groupe de croyants des soldats du Califat, qu'Allah lui donne puissance et victoire, a pris pour cible la capitale des abominations et de la perversion, celle qui porte la bannière de la croix en Europe, Paris.* » Et encore : « *Un groupe ayant divorcé la vie d'ici-bas s'est avancé vers leur ennemi, cherchant la mort dans le sentier d'Allah, secourant sa religion, son Prophète et ses alliés, et voulant humiliant ses ennemis. Ils ont été véridiques avec Allah, nous les considérons comme tels. Allah a conquis par leurs mains et à jeter la crainte dans le cœur des croisés dans leur propre terre.* »

L'incorrection de la syntaxe n'empêche nullement la clarté du propos. C'est au nom d'Allah que les combattants du Califat ont agi à Paris, leur cause est revêtue de la caution divine. L'abomination du massacre se métamorphose, à travers cette dialectique, en attaque bénie. Le vocabulaire employé se veut strictement coranique. L'ennemi désigné a encouru la vindicte divine, qui exige le châtimement des impies. Faut-il en conclure que nous serions en pleine guerre religieuse ? Ce serait tomber dans un piège redoutable que de consentir à la logique d'affrontement mimétique que l'on veut nous imposer. Certes, il faut nous défendre, protéger nos concitoyens sur le sol national et s'opposer à l'adversaire là où il exerce sa terreur. Mais au seul motif de la paix internationale à rétablir. Jamais au nom d'une guerre religieuse qui nous situerait du même coup dans la rivalité avec notre contraire.

La pensée de notre ami regretté René Girard nous est une lumière dans l'opacité d'une telle tragédie. Car nul penseur n'a été, autant que lui, prévenu contre la perversité de la dénaturation du religieux qui produit le fanatisme et la terreur. Ce faisant, il était l'interprète de la révélation de l'Évangile. « *Tu ne voulais ni holocauste ni sacrifice. Alors j'ai dit : me voici.* » Le Christ, en avançant vers la Passion, affirme sa totale liberté par rapport aux pièges de la violence. Il rend témoignage à son Père, le Dieu de miséricorde et de paix.

Clefs

par Jean Étèvenaux

Des livres pour découvrir l'étranger

Grâce aux livres, l'étranger se rapproche et entre dans notre vie quotidienne avant même d'y avoir mis les pieds. Qu'il s'agisse de guides touristiques ou d'études thématiques, nombreux sont les ouvrages à nous ouvrir à ce qui se passe au-delà de nos frontières.

Très classiques sont ceux qui nous permettent de découvrir méthodiquement nos voisins. Ainsi Frédérique Andréani, Rodolphe Bacquet, Élisabeth Blanchet et Stéphanie Salti offrent-

elles un *Londres à petits prix* (Paris, Lonely Planet, 2014, 232 pages + plan détachable). Fidèle à son tropisme pour la grande île verte, Hervé Jaouen déroule ses *Carnets irlandais [Journal d'Irlande (1977-1989), Chroniques irlandaises (1990-1995), La cocaïne des tourbières (1996-1999), Suite irlandaise (2000-2007)]* (Rennes, Ouest-France, 2015, 936 pages). Approche aussi simple, enfin, pour la *Belgique* (Le Petit Futé, Paris, Les Nouvelles Éditions de l'Université, 2015, 528 pages).

Également tout proche, Olivier Cavaleri propose ses *Histoires de bornes. Les frontières de Genève. Balades – Découvertes – Histoire* (Genève, Slatkine, 2014, 304 pages). S'attachant à un autre canton, Joël Cerutti étudie *Le Valais surprenant et (d)étonnant – 2. Guide impertinent* (Genève, Slatkine, 2014, 256 pages). Puis une série d'études rappellent les spécificités helvétiques : François Garçon avec *La Suisse pays le plus heureux du monde* (Paris, Tallandier, 2015, 288 pages), Robert Salmon et Christopher H. Cordey avec *Heidi éveille-toi ! La Suisse est-elle tombée dans les pièges du succès ?* (Genève, Slatkine, 2014, 96 pages), et Guy Mettan et Christophe Büchi avec le *Nouveau dictionnaire impertinent de la Suisse. De A comme Aar à Z comme Zwingli* (Genève, Slatkine, 2013, 192 pages). Restent *Le Petit livre des grandes maisons suisses* (Genève, Slatkine, 2014, 192 pages) et la comparaison établie par Georges Pop : *Les Français ne sont pas Suisses* (Bière / Divonne-les-Bains, Cabédita, 2014, 192 pages).

On n'oubliera pas, au passage, l'*Italie* (Le Petit Futé, Paris, Les Nouvelles Éditions de l'Université, 2015, 912 pages) et, à l'intérieur de celle-ci, la *Sardaigne* (Paris, Lonely Planet, 2015 [4^e édition], 288 pages).

Un petit peu plus loin, à la limite de deux continents, voici la *Turquie* (Le Petit Futé, Paris, Les Nouvelles Éditions de l'Université, 2013 [12^e édition], 504 pages). S'y ajoutent plusieurs déclinaisons de son ancienne capitale : *Istanbul* (Le Petit Futé, Paris, Les Nouvelles Éditions de l'Université, 2013 [11^e édition], 288 pages + plan détachable) et deux approches de Virginia Maxwell : *Istanbul* (Paris, Lonely Planet, 2013 [1^{re} édition en français], 256 pages + plan détachable) et *Istanbul en quelques jours* (Paris, Lonely Planet, 2013 [4^e édition], 160 pages + plan détachable) ; on pourra les compléter par celle de Jean-François Place et Jean-Bernard Carillet : *Istanbul. Itinéraires* (Paris, Casterman / Lonely Planet, 2012, 176 pages + plan détachable).

Tout à côté, grâce à Gérard Chaliand, avec la collaboration de Sophie Mousset, on comprend mieux *La question kurde à l'heure de Daech* (Paris, Seuil, 2015, 160 pages). Même remarque pour *Le Liban et la crise syrienne*, dans le n° 218, 2014, de *Maghreb Machrek* [actes du colloque tenu à Lyon en mars 2013]. Myriam Benraad montre l'*Irak, la revanche de l'Histoire. De l'occupation étrangère à l'État islamique* (Paris, Vendémiaire, 2015, 288 pages), tandis que Lucas Menget envoie ses *Lettres de Bagdad. Carnet de route* (Vincennes, L'Aube, 2013, 496 pages). Se pose ensuite la question iranienne, avec deux études d'Ardavan Amir-Aslani : *Iran - États-Unis. Les amis de demain ou l'après-Ahmadinejad* (Paris, Pierre-Guillaume de Roux, 2013, 128 pages) et *Iran et Israël. Juifs et Perses* (Paris, Nouveau Monde Éditions, 2013, 240 pages).

Pour le continent au sud de la Méditerranée, voici l'*Algérie : une stabilité illusoire ?*, dans le n° 221, 2015, de *Maghreb Machrek*,

et *Gouvernance territoriale au Maroc*, n° 219, 2014, toujours de *Maghreb-Machrek*. À l'extrême pointe, Philippe Gervais-Lambony décrit l'*Afrique du Sud entre héritages et émergence*, dans n° 8 088 de *Documentation photographique*, juillet-août 2012 ; plus touristique se veut l'*Afrique du Sud. Escapade au Lesotho* (Le Petit Futé, Paris, Les Nouvelles Éditions de l'Université, 2014, 600 pages).

Franchissons l'Atlantique pour scruter *Cuba* (Paris, Lonely Planet, 2013, 540 pages) et aller au-delà des apparences avec le témoignage de Juan Reinaldo Sánchez qui raconte *La vie cachée de Fidel Castro. Il a été le garde du corps de Fidel Castro pendant 17 ans. Personne avant lui ne s'est risqué à de telles révélations* (Paris, Michel Lafon, 2014, 336 pages). Un autre océan plus loin et voici *L'essentiel de l'Australie* (Paris, Lonely Planet, 2014, [3^e édition], 432 pages) et *L'essentiel de la Nouvelle-Zélande* (Paris, Lonely Planet, 2015, [3^e édition], 384 pages).

Humeur

par Erwan Violin

Vive le foot !

C'est beau le foot, beau et généreux, en tout cas sur le terrain. Cela fait rugir les supporters de plaisir et remplit d'aise les livreurs de pizzas.

Et puis lorsqu'on passe du côté des vestiaires, l'épopée prend des couleurs moins belles. On découvre que ces messieurs du ballon rond se livrent à d'étranges pratiques répondant aux doux noms de voyeurisme, chantage ou racket. Savoir pousser un ballon dans les règles de l'art semble ajouter à l'avidité naturelle de l'homme et déplacer les bornes du sordide.

Heureusement qu'il reste le rugby, authentique sport de voyous, mais qui, lui, est joué par des gentlemen.

Livres

par Catherine Pauchet

Polar

Mentir à perdre haleine

Le journalisme littéraire fait fureur aux Etats-Unis ; il se situe dans le prolongement des livres de Truman Capote ou Norman Mailer. Les journalistes qui écrivent, rendent compte de leur investigation à la

manière d'un roman avec ses protagonistes, ses intrigues et ses rebondissements. Dans *Mentir à perdre haleine*, Daniel Samuels, qui travaille pour le *Harper's* et le *New Yorker*, traque James Hogue, un escroc de haut vol, skieur hors pair, intelligent et manipulateur, parlant cinq langues dont le norvégien et le russe. L'homme, qui emprunte plusieurs identités, s'est fait admettre dans les milieux huppés grâce à ses mensonges : ses victimes l'ont cru ingénieur diplômé de Princeton, entrepreneur international, constructeur immobilier... un vrai personnage de fiction. Daniel Samuels a mené l'enquête auprès de ceux qui l'ont côtoyé et l'a visité en prison. Quand la réalité croise la fiction...

« Mentir à perdre haleine », David Samuels, éditions du Sous-Sol, 190 p, 19 €

Ecriture

Chantiers

Rien ne prédisposait Marie-Hélène Lafon à être écrivain. Née dans une famille paysanne du Cantal, elle aurait pu continuer à vivre au terroir mais sa passion pour la littérature et les études l'a poussée à monter à Paris puis à prendre le risque de l'écriture. Elle raconte son cheminement. Pourquoi et comment est-elle devenue écrivain ? De quel(s) droit(s) ose-t-elle s'adresser à un public ? Lire *Chantiers*, c'est entrer dans le processus de la création, quand l'auteure se met à sa table (à « l'établi ») pour un corps à corps avec la phrase, quand les mots, cent fois repris, donnent naissance à un livre. Et lorsque celui-ci est édité, une étape jubilatoire arrive : la rencontre avec les lecteurs. Ce livre, petit mais dense, devrait susciter quelques vocations.

« Chantiers », Marie-Hélène Lafon, éditions des Busclats, 112 p., 12 €

Beau livre

l'Aveyron

Situé dans le sud-ouest de la France, le département de l'Aveyron doit son nom à la rivière qui le traverse, et a Rodez pour chef-lieu. C'est sa diversité qui fait la beauté du lieu. Celle des paysages : on y trouve des plateaux arides, des gorges majestueuses, une montagne aux flancs schisteux et aux à-pics vertigineux. Celle des cultures : châtaigniers, vigne, amandiers, cerisiers et même tabac y poussent. Quant à l'architecture, elle allie la maison traditionnelle de basalte à la toiture pentue au récent viaduc de Millau, en passant par les châteaux et les aqueducs. Le romancier Daniel Crozes nous initie au charme de son Aveyron natal. Un beau livre, grand format, illustré de superbes photos. A (s')offrir.

« l'Aveyron », texte de Daniel Crozes, photographies de Pierre Soissons, Rouergue, 256 p., 35 €

Revue

Isis et Osiris

Quantara, le magazine des cultures arabe et méditerranéenne, consacre son dernier numéro au mythe osirien qui fait l'objet d'une grande exposition à l'Institut du Monde Arabe de Paris. Osiris, dieu bienveillant, est assassiné, démembré, et jeté dans le Nil par son frère Seth, incarnation du mal. Les morceaux de son corps sont rassemblés et ressuscités grâce au pouvoir magique de sa sœur Isis. Ce mythe se propagera dans le monde gréco-romain sous les Ptolémée et donnera naissance à des croyances (résurrection, eau du renouveau, vierges noires...). Au sommaire également : Le Corbusier ottoman, le chemin de fer au Maroc, voyage sur la mer Rouge, le Yémen, l'art martial des pharaons, l'aubergine...
« Isis et Osiris », *Quantara*, novembre/décembre 2015, 7,50 € En kiosque et en librairie. Exposition à l'Institut du Monde Arabe, Paris jusqu'au 31 janvier 2016.

Cinéma

par Marie-Christine Renaud d'André et Marie-Ève Bourgois

L'hermine

Au Palais, on le surnomme le magistrat à deux chiffres, parce que Michel Racine, président de la cour d'assises, ne condamne jamais à moins de dix ans de prison. Personnage hautain, il n'est guère aimé. Pourtant, lors d'un procès, il est à l'écoute et tente de se montrer le plus objectif possible. Alors qu'il est épuisé par une grippe, il préside le tribunal qui juge un homme accusé d'infanticide. Au moment où les membres du jury sont désignés, il reconnaît en l'un d'eux la chirurgienne qui l'avait opéré, des années auparavant, et dont il était tombé fou amoureux.

25 ans après *La discrète*, Christian Vincent (*Les saveurs du palais*, *Quatre étoiles*) retrouve Fabrice Luchini, qui avait vu sa carrière démarrer enfin avec ce film. Entre film de procès et histoire d'amour, sans oublier étude sociale, cette œuvre fascinante plonge le spectateur dans le quotidien d'une cour d'assises, avec les scènes de procès et les discussions entre président et membres du jury. Mais c'est surtout l'histoire d'amour atypique entre un homme froid et une femme lumineuse (magnifiquement interprétée par Sidse Babett Knudsen, héroïne principale de la série danoise *Borgen*), qui retient l'attention.

Cette histoire délicate va, peu à peu, transformer cet homme raide en un être plein d'humanité. Les dialogues, parfaitement écrits, et l'interprétation sont les points forts d'un film passionnant.

Comédie dramatique française (2015) de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini (Michel Racine), Sidse Babett Knudsen (Ditte Lorensen-Coteret), Éva Lallier (Ann Lorensen-Coteret), Corinne Masiero (Marie-Jeanne Metzger), Michaël Abitboul (l'avocat de la défense) (1h38). (Grands adolescents) Sortie le 18 novembre 2015.

Macbeth

Après sa victoire lors d'une bataille en Écosse, Macbeth rencontre trois sorcières qui lui prédisent un brillant avenir.

Après Orson Welles et Roman Polanski, sans oublier tous les autres, il était difficile de mettre en scène cette pièce mythique de Shakespeare. Si la mise en scène est brillante, tout comme la photographie et l'interprétation, avec une formidable Marion Cotillard, l'ensemble peine à convaincre totalement, tant le cinéaste semble s'être attaché aux aspects esthétiques de son film, au détriment des personnages.

Comme toujours chez Shakespeare, la nature humaine et ses passions sont bien explorées, avec, en particulier, un vrai sens de la faute. Mais les violences sont très pénibles.

Drame franco-américano-britannique (2015) de Justin Kurzel, d'après William Shakespeare, avec Michael Fassbender (Macbeth), Marion Cotillard (Lady Macbeth), David Thewlis (Duncan), Sean Harris (Macduff), Paddy Considine (Banquo), Jack Reynor (Malcolm), Elizabeth Debicki (Lady Macduff) (1h50). (Grands adolescents) Sortie 18 novembre 2015.

Francofonia, le Louvre sous l'Occupation

Pendant l'Occupation, Jacques Jaujard, directeur du Louvre, et le comte Franz Wolff-Metternich, responsable allemand de la préservation des œuvres d'art, se sont battus pour protéger les trésors du Louvre.

Après le splendide Arche russe, sur l'Ermitage, Alexandre Sokourov rend un bel hommage à l'action de ces deux hommes. En mêlant documents historiques et scènes de fiction, il fait revivre l'époque et le musée lui-même. C'est aussi beau que passionnant.

Documentaire-fiction franco-russo-néerlandais (2014) de Alexandre Sokourov, avec Louis-Do de Lencquesaing (Jacques Jaujard), Benjamin Utzerath (le comte Franz Wolff-Metternich), Vincent Nemeth (Napoléon Bonaparte) (1h28). (Adolescents) Sortie le 11 novembre 2015.

Les suffragettes

En 1912 en Angleterre, Maud est une jeune mère de 24 ans.

Plus de 100 ans après la lutte des suffragettes, aucun film n'avait encore abordé le sujet. Sarah Gavron (Rendez-vous à Brick Lane) et la scénariste Abi Morgan expliquent avoir partagé le même intérêt pour ce chapitre de l'histoire anglaise. Le scénario mélange avec habileté fiction et histoire. Sans fausse note, la réalisatrice montre le quotidien de ces femmes aux droits bafoués, soumises à leurs maris. Carey Mulligan est, comme à son habitude, époustouflante, sincère et captivante. Meryl Streep fait une courte apparition très appréciable.

Le courage de ces femmes prêtes aux plus grands sacrifices personnels pour défendre leurs droits apparaît comme une leçon de vie extraordinaire. On ressort de ce film en marchant plus vite, plus déterminé(e), avec l'envie de combattre les injustices de nos jours. En gardant en tête cette question : la violence peut-elle parfois être justifiée ?

Marie-Ève Bourgois

Drame britannique (2015) de Sarah Gavron, avec Carey Mulligan (Maud), Helena Bonham Carter (Edith Ellyn), Meryl Streep (Emmeline Pankhurst), Brendan Gleeson (1h46). (Grands adolescents) Sortie le 18 novembre 2015.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

4 949

C'est le nombre d'accidents corporels sur la route enregistrés en octobre 2015, soit une baisse de 12% par rapport à octobre 2014, selon les chiffres publiés par l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR). De son côté, le nombre de personnes blessées sur les routes, pour la même période a reculé de 10,5% à 6 207 personnes contre 6 933 en octobre 2014. Enfin, 2 256 personnes ont dû être admises plus de 24 heures dans un établissement hospitalier à la suite d'un accident, soit une baisse de 9,3%.

La seule augmentation concerne la mortalité sur route. Mais cette augmentation est due au seul accident dramatique de Puisseguin, lequel a fait 43 morts. En dehors de ces victimes, la mortalité reste orientée à la baisse.

D'un jour à l'autre

France

Terrorisme

Le 10 novembre, un suspect de 25 ans, en contact avec un djihadiste français en Syrie, a été arrêté à Toulon. Il prévoyait d'attaquer des militaires de la base navale avec un couteau reçu par un colis postal.

Le 13 novembre dans la soirée, sept ou huit terroristes répartis en trois groupes ont attaqué le Stade de France à Saint-Denis pendant un match France-Allemagne auquel le président de la République et plusieurs ministres assistaient, la salle de spectacle du Bataclan (11^e arrondissement de Paris) pendant le concert du groupe de rock Eagles Death of Metal ainsi que plusieurs restaurants très fréquentés des 10^e et 11^e arrondissements. Devant le stade de Saint-Denis, les trois terroristes qui se sont fait exploser n'auraient, de manière inexplicable, réussi à tuer qu'une seule personne. Mais le bilan attendu des fusillades et des explosions à la salle de spectacle du Bataclan et contre cinq restaurants serait d'environ 140 morts et d'une centaine de blessés graves. Au Bataclan, les terroristes, dont l'âge semblait aller de 15 à 30 ans, se sont suicidés avec

des ceintures d'explosif « *après avoir épuisé leurs munitions* » (communiqué de Daech) et alors que le GIGN prenait d'assaut le théâtre après trois heures de prise d'otages. Le président Hollande a décrété l'état d'urgence, trois jours de deuil national et a fait renforcer les contrôles douaniers aux frontières. à Molenbeek-Saint-Jean (banlieue de Bruxelles), la police belge a arrêté plusieurs personnes liées de plus ou moins près aux auteurs de ces attentats.

Le samedi et le dimanche qui ont suivi plus d'une trentaine de victimes n'étaient toujours pas identifiées et des dizaines de familles dans l'angoisse n'arrivaient pas à avoir des informations précises de la part des autorités.

Le 15 novembre, dix avions français ont procédé à des bombardements de représailles sur Raqqa, capitale de l'État islamique en Syrie.

Le 16 novembre à 16 h, François Hollande s'exprimait devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Le président de la République a notamment annoncé une révision de la Constitution.

Justice

Le 13 novembre, Claude Guéant a été condamné à deux ans de prison avec sursis, à 75 000 euros d'amende et à cinq ans d'interdiction d'exercer toute fonction publique à cause de primes en liquide illégales perçues de 2002 à 2004 lorsqu'il était directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Intérieur.

Transports

Le 14 novembre, un TGV d'essai a déraillé à Eckwersheim (Bas-Rhin), près de Strasbourg, en milieu d'après-midi. Le train a pris feu, après s'être disloqué. Une partie de la locomotive est tombée dans le canal de la Marne au Rhin. Il y a onze morts et de nombreux blessés.

Monde

Portugal

Le 10 novembre, le gouvernement du premier ministre conservateur Pedro Passos Coelho, vainqueur des récentes législatives, a été renversé par une motion de défiance qui a obtenu 123 voix sur les 230 que compte l'Assemblée de la République, grâce à l'alliance du PS d'Antonio Costa et des deux partis de la gauche radicale. La Constitution interdisant une dissolution de l'Assemblée six mois avant l'élection présidentielle (prévue en janvier 2016), le PS va devoir tenter de gouverner avec la participation, ou le soutien sans participation, de la gauche radicale.

Grèce

Le 12 novembre, un mouvement de grève s'est levé contre le gouvernement d'Alexis Tsipras afin de contester les hausses de TVA et la réforme des retraites.

Liban

Le 12 novembre, au sud de Beyrouth, un attentat revendiqué par

le groupe État islamique contre un quartier chiite a fait 43 morts et 239 blessés. L'attaque a été perpétrée par trois kamikazes qui se sont fait exploser devant une boulangerie et une mosquée.

Autriche

Le 13 novembre, le pays a annoncé la construction d'une clôture grillagée de 3,7 km sur une section de sa frontière avec la Slovaquie pour juguler la crise migratoire.

Etats-Unis

Le 13 novembre, la Bourse de Wall Street a clôturé sa semaine dans le rouge.

Irak

Le 13 novembre, aidées par les avions de la Coalition, les forces kurdes ont repris la ville stratégique de Sinjar au groupe État islamique.

Immigration

Le sommet Europe-Afrique qui s'est tenu à Malte les 11 et 12 novembre s'est conclu sur la promesse d'une aide au développement de 3,6 milliards d'euros pour certains pays d'où viennent les immigrés.

G20

Les 15 et 16 novembre, à Antalya, les chefs d'État et de gouvernement des 19 pays du G20, ainsi que le représentant de l'Union européenne (UE), se sont retrouvés pour le dernier sommet sous présidence de la Turquie. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a cédé son siège du G20 (85 % de l'économie mondiale) à son homologue chinois, Xi Jinping. Au programme : le réchauffement climatique, le terrorisme et la régulation bancaire.

Birmanie

Les partis des minorités ethniques n'ont remporté qu'une quarantaine de sièges au Parlement lors des élections législatives du 8 novembre. Elles n'occuperont que 6 % de la représentation nationale alors que les minorités comptent pour environ 40 % de la population du pays. (Source : *Églises d'Asie*).

Écologie

La conférence des Nations unies sur le climat (COP21), qui devait accueillir 40 000 participants du 30 novembre au 11 décembre au Bourget (Seine-Saint-Denis) aura bien lieu, mais dans des proportions moindres à cause des risques d'attentats.

Japon

Avec une baisse de 0,2 % de son PIB au 3^e trimestre, l'économie du Japon est à nouveau en récession.

Sport

Formule 1

Nico Rosberg (Mercedes) a remporté le Grand Prix du Brésil devant son coéquipier Lewis Hamilton. Sebastian Vettel (Ferrari)

est arrivé 3^{ème}.

N'oubliez pas de bien faire figurer les (bonnes) signatures avec les articles que vous publiez !